



BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

INTEGRAAL VERSLAG
MET
VERTAALD BEKNOPT VERSLAG
VAN DE TOESPRAKEN

COMPTE RENDU INTÉGRAL
AVEC
COMPTE RENDU ANALYTIQUE TRADUIT
DES INTERVENTIONS

COMMISSIE VOOR HET BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET ONDERWIJS, DE
NATIONALE WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE MIDDENSTAND
EN DE LANDBOUW

COMMISSION DE L'ECONOMIE, DE LA POLITIQUE
SCIENTIFIQUE, DE L'EDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES
NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

woensdag

05-12-2001

14:00 uur

mercredi

05-12-2001

14:00 heures

AGALEV-ECOLO	<i>Anders gaan leven / Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales</i>
CD&V	<i>Christen-Democratisch en Vlaams</i>
FN	<i>Front National</i>
PRL FDF MCC	<i>Parti Réformateur libéral – Front démocratique francophone-Mouvement des Citoyens pour le Changement</i>
PS	<i>Parti socialiste</i>
PSC	<i>Parti social-chrétien</i>
SP.A	<i>Socialistische Partij Anders</i>
VLAAMS BLOK	<i>Vlaams Blok</i>
VLD	<i>Vlaamse Liberalen en Democraten</i>
VU&ID	<i>Volksunie&ID21</i>

<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties :</i>		<i>Abréviations dans la numérotation des publications :</i>	
DOC 50 0000/000	<i>Parlementair document van de 50e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer</i>	DOC 50 0000/000	<i>Document parlementaire de la 50e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif</i>
QRVA	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>	QRVA	<i>Questions et Réponses écrites</i>
CRIV	<i>Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (op wit papier, bevat ook de bijlagen)</i>	CRIV	<i>Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (sur papier blanc, avec les annexes)</i>
CRIV	<i>Voorlopige versie van het Integraal Verslag (op groen papier)</i>	CRIV	<i>Version Provisoire du Compte Rendu Intégral (sur papier vert)</i>
CRABV	<i>Beknopt Verslag (op blauw papier)</i>	CRABV	<i>Compte Rendu Analytique (sur papier bleu)</i>
PLEN	<i>Plenum (witte kaft)</i>	PLEN	<i>Séance plénière (couverture blanche)</i>
COM	<i>Commissievergadering (beige kaft)</i>	COM	<i>Réunion de commission (couverture beige)</i>

<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>	<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>
<i>Bestellingen :</i>	<i>Commandes :</i>
<i>Natieplein 2</i>	<i>Place de la Nation 2</i>
<i>1008 Brussel</i>	<i>1008 Bruxelles</i>
<i>Tel. : 02/ 549 81 60</i>	<i>Tél. : 02/ 549 81 60</i>
<i>Fax : 02/549 82 74</i>	<i>Fax : 02/549 82 74</i>
<i>www.deKamer.be</i>	<i>www.laChambre.be</i>
<i>e-mail : alg.zaken@deKamer.be</i>	<i>e-mail : aff.generales@laChambre.be</i>

INHOUD

Vraag van mevrouw Colette Burgeon aan de 1
staatssecretaris voor Energie en Duurzame
Ontwikkeling, toegevoegd aan de minister van
Mobiliteit en Vervoer, over "de resultaten van de
Conferentie van Marrakech" (nr. 5722)

Sprekers: **Colette Burgeon, Olivier Deleuze**,
staatssecretaris voor Energie en Duurzame
Ontwikkeling

Vraag van mevrouw Simonne Creyf aan de 4
staatssecretaris voor Energie en Duurzame
Ontwikkeling, toegevoegd aan de minister van
Mobiliteit en Vervoer, over "Kyoto en het Bubble
concept en de Burden Sharing" (nr. 5846)

Sprekers: **Simonne Creyf, Olivier Deleuze**,
staatssecretaris voor Energie en Duurzame
Ontwikkeling

SOMMAIRE

Question de Mme Colette Burgeon au secrétaire 1
d'Etat à l'Energie et au Développement durable,
adjoint au ministre de la Mobilité et des
Transports, sur "les résultats de la Conférence de
Marrakech" (n° 5722)

Orateurs: **Colette Burgeon, Olivier Deleuze**,
secrétaire d'Etat à l'Energie et au
Développement durable

Question de Mme Simonne Creyf au secrétaire 4
d'Etat à l'Energie et au Développement durable,
adjoint au ministre de la Mobilité et des
Transports, sur "Kyoto, le Bubble concept et le
Burden Sharing" (n° 5846)

Orateurs: **Simonne Creyf, Olivier Deleuze**,
secrétaire d'Etat à l'Energie et au
Développement durable

COMMISSIE VOOR HET
BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET
ONDERWIJS, DE NATIONALE
WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE
MIDDENSTAND EN DE
LANDBOUW

van

WOENSDAG 5 DECEMBER 2001

14:00 uur

COMMISSION DE L'ECONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'EDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

du

MERCREDI 5 DECEMBRE 2001

14:00 heures

La séance est ouverte à 14.13 heures par Mme Muriel Gerkens, présidente.
De vergadering wordt geopend om 14.13 uur door mevrouw Muriel Gerkens, voorzitter.

01 Question de Mme Colette Burgeon au secrétaire d'Etat à l'Energie et au Développement durable, adjoint au ministre de la Mobilité et des Transports, sur "les résultats de la Conférence de Marrakech" (n° 5722)

01 Vraag van mevrouw Colette Burgeon aan de staatssecretaris voor Energie en Duurzame Ontwikkeling, toegevoegd aan de minister van Mobiliteit en Vervoer, over "de resultaten van de Conferentie van Marrakech" (nr. 5722)

01.01 Colette Burgeon (PS): Madame la présidente, monsieur le secrétaire d'Etat, alors que le protocole de Kyoto était pratiquement donné pour mort il y a un an, à la suite de l'échec de la conférence de La Haye et du retrait des Etats-Unis au printemps dernier, la conférence de Marrakech a tenu ses promesses. La lutte contre le réchauffement climatique y a retrouvé quelque substance et un accord a été bouclé le 10 novembre dernier. Il ne s'agit pourtant que d'une victoire relative. Le texte de base a été dénaturé depuis 1997. Les organisations de défense de l'environnement se disent déçues devant les concessions faites par l'Europe pour arracher l'assentiment du Japon et de la Russie. L'accord devrait permettre à un nombre suffisant de pays de ratifier le protocole de Kyoto. Celui-ci prévoit que 39 pays riches réduiront leurs émissions de 5,2% d'ici 2008/2012 en comparaison avec 1990, mais sans les Etats-Unis qui l'ont rejeté en mars dernier et, sans doute, sans l'Australie.

Le texte conditionnerait le recours aux, je cite "mécanismes de flexibilité, notamment la participation au marché des permis-émissions, à l'acceptation d'un système de sanctions". Il y a une autre condition: la réalisation d'inventaires annuels des puits de carbone dont on espère utiliser la faculté de piéger le CO₂, un phénomène sur lequel pèsent pourtant de grandes incertitudes scientifiques.

01.01 Colette Burgeon (PS): De Conferentie van Marrakech heeft aan de verwachtingen beantwoord in de strijd tegen de *global warming*: op 10 november jongstleden werd een akkoord bereikt.

De milieuorganisaties zijn echter teleurgesteld over de toegevingen die Europa gedaan heeft om Japan en Rusland over de streep te halen. De Verenigde Staten kantten zich tegen de voorgestelde verlaging van de CO₂-uitstoot voor 39 rijke landen tegen 2008-2012.

Volgens het protocol moet er, om gebruik te kunnen maken van de flexibiliteitsmechanismen, ingestemd worden met een sanctieregeling en een jaarlijkse inventarisatie van de

Monsieur le secrétaire d'Etat, devant ce bilan mitigé, pourriez-vous nous détailler plus précisément les résultats de cet accord et vos conclusions concernant un plan national "climat" ambitieux?

01.02 Olivier Deleuze, secrétaire d'Etat: Madame la présidente, je remercie Mme Burgeon pour sa question.

Comme vous l'avez dit, madame, le protocole de Kyoto était dans un coma profond, à tout le moins, en mars 2001, lorsque le président américain a fait savoir à certains sénateurs qu'il considérait que ce protocole était fatalement biaisé et contraire aux intérêts de l'économie américaine. A ce moment-là, le travail de l'Europe sous la présidence suédoise a été de mettre au point une position forte et unie de l'Union européenne. C'est le grand accomplissement de la présidence suédoise qui s'est matérialisé par la déclaration des chefs d'Etat européens à Göteborg en juin, par laquelle ils ont déclaré qu'ils ratifieraient le protocole et le mettraient en œuvre, même si ce protocole lui-même n'était pas appliqué parce que trop peu de pays l'auraient ratifié. Une réunion s'est alors tenue à Bonn, dont la stratégie a été de faire une alliance entre l'Europe et les pays du G77, à savoir les pays du tiers-monde. Cette alliance était nécessaire, étant donné qu'une condition pour la mise en œuvre du protocole de Kyoto est qu'il soit ratifié par 55 pays au moins. Le G77 compte en fait 133 pays plus l'Union européenne, ce qui représente suffisamment de fois 55 pays pour remplir cette condition.

Par conséquent, d'une certaine manière, à Bonn, le protocole a été sorti de la salle de réanimation dans laquelle il se trouvait depuis mars 2001.

Malheureusement, une deuxième condition est indispensable pour l'entrée en vigueur du protocole. Il faut que les pays, au moins 55, qui le ratifient représentent au moins 55% des émissions des 39 pays industrialisés dont vous avez parlé tout à l'heure.

Et pour atteindre ce deuxième critère de 55, il était indispensable d'avoir l'accord du Japon et de la Russie parce que l'Europe des 15 plus l'ex-Europe de l'Est plus la Russie plus le Japon, cela fait 57%. Ce qui était évidemment difficile à atteindre puisque les Etats-Unis représentent déjà 36% des pays industrialisés, donc il nous restait une faible marge de manœuvre pour ne pas descendre au-dessous de 55. Pour arriver à ce que la Russie et le Japon soient d'accord de ratifier, il a fallu faire trois concessions.

La première concerne la qualité des inventaires de puits. Il va falloir faire des inventaires annuels de puits, mais la qualité de ces inventaires ne sera plus sanctionnable d'ici 2012. Après 2012, ce sera sanctionnable, il faudra que la qualité soit agréée par les instances scientifiques de l'ONU, mais pas avant. Il s'agit là d'une concession vers la Russie et également vers le Japon. Pourquoi aussi vers le Japon? Parce que le souci de la Russie, dans les négociations internationales, est de pouvoir vendre du CO₂, pour avoir des devises; le souci du Japon est de pouvoir l'acheter pas trop cher puisque dans

koolstofputten, waarin CO₂ uit de atmosfeer gefixeerd kan worden.

Kan u ons een gedetailleerd overzicht geven van de resultaten van dat akkoord en uw conclusies toelichten met betrekking tot een ambitieus "nationaal klimaatplan"?

01.02 Staatssecretaris Olivier Deleuze : Het protocol van Kyoto leek in maart inderdaad doodgelopen. De president van de Verenigde Staten vond de tekst immers niet rechtlijnig en bovendien strijdig met de Amerikaanse belangen.

Het Zweedse EU-voorzitterschap heeft toen in Göteborg laten weten dat Europa het protocol zou ratificeren en uitvoeren.

In Bonn hebben Europa en de landen van de G7 een bondgenootschap gesloten. Het protocol werd dus weer tot leven gewekt.

Het protocol kan pas in werking treden als 55 landen het hebben geratificeerd, en die landen moeten bovendien samen goed zijn voor ten minste 55% van de uitstoot.

Om dat criterium van 55% te halen moesten Japan en Rusland daarmee akkoord gaan. Om hun instemming te verkrijgen werden drie toegevingen gedaan. De eerste heeft betrekking op de kwaliteit van de inventarissen van de koolstofputten, waar tot in 2012 geen sanctie wordt aan gekoppeld. De tweede betreft de bovengrens waaronder Rusland CO₂-quota afkomstig uit zijn bosbedrijven mag verkopen. De aanvankelijk vastgestelde 17 miljoen ton koolstof werd tot 33 megaton opgetrokken. Gelet op de terugval van de Russische economie, beschikt Rusland over een koolstofreserve van 250 miljoen ton.

De tweede toegeving, die aan

le cas contraire, le Japon aurait de grands problèmes pour atteindre ses objectifs de Kyoto.

La deuxième concession est spécifiquement russe, mais je dirais qu'elle est de type symbolique. Quel est le plafond au-dessous duquel les Russes peuvent vendre du CO₂ issu de leur gestion forestière? Il était prévu à Bonn que ce plafond serait de 17 millions de tonnes de carbone. A Marrakech, suite à l'exigence russe, ce plafond a été élevé à 33 mégatonnes de carbone.

Cela veut-il dire qu'il y a un doublement de la quantité de carbone que les Russes peuvent mettre sur le marché? Non, parce qu'étant donné l'évolution négative de l'économie russe depuis 1990 et le fait que le seuil absolu russe a été déterminé en 1990 avant le ralentissement de leur économie, les Russes ont ce qu'on appelle une réserve d'air chaud, à savoir une quantité de carbone qu'ils n'emploient pas, de 250 millions de tonnes de carbone par an. La question était de savoir si, au moment où nous sommes à 267 (250+17), on accepte de passer à 283. On est véritablement à la marge du problème.

La dernière concession a été faite au Japon. Cela concerne le système d'observance et de sanction. L'accord est le suivant: à partir de 2003, lorsque le protocole de Kyoto sera mis en œuvre, la question sera posée de savoir si les sanctions sont légalement contraignantes. Je ne sais pas ce que veut dire "légalement contraignantes", personne ne m'a jamais vraiment expliqué où étaient le tribunal international du climat ou les policiers du climat ou les prisons de climat. Je connais le tribunal d'Arusha et celui de La Haye, je n'en connais pas d'autre. Cette décision sera prise en 2003.

La concession au Japon est la suivante: même les pays qui n'accepteraient pas que les sanctions soient légalement contraignantes pourraient continuer à participer au protocole et à participer à l'usage des mécanismes de flexibilité à condition que ces pays respectent tout le système d'observance qui est prévu par le protocole de Kyoto et ses règles de mise en œuvre, sachant que c'est le mécanisme d'observance le plus strict qui existe dans n'importe quel accord environnemental multilatéral.

01.03 Colette Burgeon (PS): (...) J'ai appris hier que la Région wallonne allait se procurer des panneaux solaires et d'autres matériaux d'énergie propre. Ne trouvez-vous pas qu'il est un peu immoral d'acheter du bois coupé aux pays du tiers monde?

01.04 Olivier Deleuze, secrétaire d'Etat: Ce serait totalement immoral si ces systèmes qu'on appelle mécanismes de développement propre s'appliquaient à des pays où il existe un plafond d'émission car cela empêcherait leur développement. Si un plafond était fixé pour les pays du tiers monde, il serait immoral de la part des pays riches d'encore les priver d'une partie de leur CO₂.

Ici, ce n'est pas le cas: ni les pays du tiers monde, ni les pays africains n'ont leurs émissions de CO₂ plafonnées. De toute manière, dans ces pays, les émissions sont beaucoup plus basses que chez nous.

Japan werd gedaan, betreft de regeling inzake naleving en bestraffing. Vanaf 2003 zal moeten worden beslist of de sancties wettelijk bindend zullen zijn. Volgens die aan Japan gedane toegeving zullen sommige landen, ook al aanvaarden zij de sancties niet, onder de toepassing van het Protocol kunnen blijven vallen, op voorwaarde dat zij zich aan alle nalevingsmechanismen houden.

01.03 Colette Burgeon (PS): Ik heb gehoord dat het Waalse Gewest vervuilingquota's in Senegal gaat kopen in ruil voor milieuvriendelijke energie. Is dat niet immoreel?

01.04 Staatssecretaris Olivier Deleuze: Dat zou zeker zo zijn indien de CO₂-emissies van de derdewereldlanden een maximumgrens hadden bereikt. Dat is echter niet het geval, aangezien hun emissies zeer laag zijn in vergelijking met die van de westerse landen. Het feit dat men investeert teneinde CO₂-emissies onder andere door middel van zonnepanelen te verlagen, staat

Par conséquent, le projet de la Région wallonne au Sénégal consiste simplement à investir dans un système d'économie d'énergie, de panneaux solaires, etc., tout en sachant que si des techniques traditionnelles étaient utilisées pour ce type d'activité, cela provoquerait un taux X d'émission de CO₂; l'économie de CO₂ résultant de l'utilisation d'un panneau solaire plutôt que d'une combustion du bois est un argument en faveur de la Région wallonne.

de ontwikkeling van Senegal niet in de weg.

De toute manière, comme l'émission de CO₂ n'est pas plafonnée au Sénégal, cette initiative n'empêche aucunement son développement.

01.05 Colette Burgeon (PS): Madame la présidente, je remercie le secrétaire d'Etat de sa réponse qui est très complète. Je vous avoue cependant que l'aspect moral me pose malgré tout problème, surtout lorsqu'on envisage les choses de façon globale.

01.05 Colette Burgeon (PS): Wat dit laatste punt betreft, blijf ik me zorgen maken.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

02 Vraag van mevrouw Simone Creyf aan de staatssecretaris voor Energie en Duurzame Ontwikkeling, toegevoegd aan de minister van Mobiliteit en Vervoer, over "Kyoto en het Bubble concept en de Burden Sharing" (nr. 5846)

02 Question de Mme Simone Creyf au secrétaire d'Etat à l'Energie et au Développement durable, adjoint au ministre de la Mobilité et des Transports, sur "Kyoto, le Bubble concept et le Burden Sharing" (n° 5846)

02.01 Simone Creyf (CD&V): Mevrouw de voorzitter, ik wil twee concepten van het Kyoto-protocol bespreken. Ik zal proberen om het vereenvoudigd voor te stellen, misschien iets te eenvoudig, maar het is mijn bedoeling de mechanismen duidelijker te maken.

02.01 Simone Creyf (CD&V): Cette question concerne, à l'instar de celle de madame Burgeon, les dispositions du protocole de Kyoto. L'OCDE impose aux divers pays un objectif différent en matière de réduction des émissions. L'Union européenne s'est engagée à réaliser une réduction collective de 8% pour l'ensemble de ses membres. Il s'agit du *Bubble concept*. Ces 8% seront par la suite répartis de manière différenciée entre les différents Etats membres. Cette répartition interne porte le nom de *Burden Sharing* et repose sur une analyse technique et sur une décision politique.

Het gaat erom dat het protocol van Kyoto aan de OESO-landen een gedifferentieerde doelstelling oplegt inzake het terugdringen van het aantal broeikasgassen. Zowel de Europese Unie als de lidstaten afzonderlijk hebben dit Kyoto-protocol ondertekend. De Europese Unie als geheel legt zichzelf een norm van 8% reductie van emissie op, het zogenaamde Bubble-concept. Binnen de Europese Unie worden deze reductiedoelstellingen op hun beurt gedifferentieerd naar de diverse landen. Deze verdeling staat bekend als de Burden Sharing. Hier komt natuurlijk nog een hele berekening bij kijken om die emissiereductie te kunnen realiseren aan de laagste kostprijs. Elk Europees Unieland heeft dus een verschillende doelstelling. Deze verschillende doelstellingen en de Burden Sharing zijn, enerzijds, gebaseerd op een technische analyse en, anderzijds, op een politieke beslissing. De Burden Sharing vraagt van België een beduidend grote inspanning, groter dan van de meeste andere Europese landen.

La Belgique est censée diminuer son taux d'émission de 7,5% par rapport à 1990. En revanche, d'autres pays, comme la France et l'Allemagne, ne doivent opérer aucune réduction. D'autres pays encore, comme le Portugal, la Grèce et l'Espagne, disposent encore d'une "marge" d'émission relativement importante.

Ik heb hier de tabel van de gedifferentieerde emissiereductie per land. België moet dus een uitstootvermindering van 7,5% realiseren ten opzichte van 1990. Indien we dit cijfer vergelijken met Portugal dan zien we dat zij nog 27% emissie mogen realiseren ten opzichte van 1990. Frankrijk moet zelfs, omwille van zijn kern- en watercentrales, niet aan emissiereductie doen. Ook andere landen mogen nog emissie realiseren, zoals Griekenland 25% en Spanje 15%. Groot-Brittannië moest een uitstootvermindering van 12,5% realiseren, maar deze is tot nul herleid door de omschakeling van steenkool naar aardgas. Duitsland had een emissienorm van 21%, maar door de

hereniging met Oost-Duitsland is deze norm bijna geneutraliseerd door de vervanging van bruinkool.

In het kader van de handel in emissierechten is het dus mogelijk dat België in de toekomst, met zijn 7,5%, de emissierechten van Portugal en Frankrijk kan kopen en moet kopen, wil men in België zijn reductiedoelstellingen, die trouwens haalbaar zijn, bereiken. Er is binnen Europa, wat deze materie betreft, eigenlijk geen solidariteit. Elk land staat er alleen voor. Ik zal dit staven met een voorbeeld dat trouwens in de pers verschenen is. Als BASF morgen in Antwerpen de deuren sluit en verhuist naar Spanje, dan zal België hierdoor een behoorlijke vermindering van CO₂-uitstoot realiseren. Vermits Spanje 15% mag uitstoten is dit ook haalbaar.

Europees is dat een nuloperatie. Men sluit bijvoorbeeld een bedrijf in België, waarna men het overplaatst naar een ander Europees land. Dat ander Europees land wordt er niet voor gestraft omdat het nog rechten heeft op emissie. België realiseert daarmee zijn reductie, maar op Europees niveau is het een nuloperatie. Voor België zou dit wel een bijkomend sociaal kerkhof zijn. Dit als voorbeeld om aan te tonen dat de verdeling van een mondiaal probleem binnen Europa toch enige eigenaardigheden veroorzaakt.

Dit Bubble-concept, namelijk dat Europa zich engageert, is conform de interne Europese markt. Het systeem van Burden Sharing, en dan zeker het feit dat men straks emissierechten binnen Europa zou kunnen verkopen, staat haaks op het concept van een Europese interne markt. Er moet ook opgemerkt worden dat de ratificatie van het Kyoto-verdrag juridisch ook de ratificatie van die Burden Sharing inhoudt.

Mijnheer de staatssecretaris, kan het Belgisch EU-voorzitterschap hier nog iets aan veranderen? Kan het Belgisch voorzitterschap pleiten voor een meer Europese aanpak en meer Europese logica? Daar dat Europese voorzitterschap op zijn einde loopt, geloof ik niet dat het hieraan nog iets zal kunnen veranderen, als het dat al zou willen. Deelt u de mening dat hier inderdaad geen sprake is van een Europese logica? Is het te overwegen om deze procedure eventueel eens te herbekijken?

02.02 Staatssecretaris **Olivier Deleuze**: Mevrouw Creyf, de moeilijkheid van het verwezenlijken van een doelstelling is te meten door het verschil tussen het 'business as usual'-scenario en die doelstelling. Waarschijnlijk zal een land dat een doelstelling heeft van - 5%, bijvoorbeeld Duitsland, die doelstelling gemakkelijker bereiken dan een land met een zwaardere doelstelling. Dat hangt natuurlijk af van het verschil tussen de huidige situatie en de doelstellingen.

Ten tweede, de evaluatie van de kost voor België van het verwezenlijken van de Kyoto-doelstellingen schommelen, van studie tot studie, tussen 0,1 en 0,5% van het BNP, dus tussen tien en vijftig miljard, rekening houdend met de emissiehandel. Let wel, dit bedrag geldt niet voor de Staat maar voor de gehele Belgische economie. De nodige inspanning voor het bereiken van de doelstellingen moet dus toch sterk worden gerelativeerd. Die doelstellingen werden trouwens door België aanvaard in 1998, en deze regering heeft ervoor gekozen om de beslissing van de vorige regering daaromtrent niet te wijzigen.

Les Etats membres ont la possibilité de vendre des droits d'émission à d'autres Etats membres. Ainsi, la France, qui ne doit consentir aucun effort supplémentaire, pourrait par exemple nous vendre des droits d'émission. Mais lorsque le taux d'émission baisse dans un Etat membre, il augmente dans un autre, ce qui se solde pour l'ensemble de l'UE par une opération neutre. Quel est l'intérêt de ces pratiques?

Le *Bubble concept* est parfaitement conforme aux dispositions du marché intérieur européen. A mon estime, le *Burden sharing* y est totalement contraire. Le secrétaire d'Etat partage-t-il ce point de vue? Quelle attitude notre pays a-t-il adoptée à cet égard sous la présidence européenne?

02.02 **Olivier Deleuze**, secrétaire d'Etat: La différence entre la réalité, d'une part, et les objectifs, d'autre part, détermine le degré de difficulté rencontré par un pays pris individuellement. Pour la Belgique, l'estimation des coûts varie de 0,1 à 0,5% du PNB, ce qui représente 10 à 50 milliards de francs. Il est vrai que notre pays a approuvé le protocole de Kyoto.

D'emblée, l'UE a décidé que l'objectif de réduction des émissions de 8% serait réalisé collectivement. Les normes d'émission seront réparties au sein de l'Union sur la base de l'article 4

In annex B van het Kyoto-protocol worden de gedifferentieerde emissiebeperkings- en reductiedoelstellingen voor de geïndustrialiseerde landen bepaald. Voor de EU als geheel, alsook voor elk van haar lidstaten individueel, wordt in annex B eenzelfde reductiepercentage bepaald van 8%. De EU heeft er echter van bij het begin van de Kyoto-onderhandelingen voor geopteed deze reductiedoelstellingen intern te herverdelen, rekening houdend met de verschillende situatie van de lidstaten. Hiervoor maakt de EU inderdaad gebruik van het Bubble-systeem, dat u heel goed hebt beschreven. Dat systeem is in artikel vier van het protocol voorzien.

Om artikel 4 van het protocol te kunnen invoeren, moet tussen de staten van de EU een formeel herverdelingsakkoord worden gesloten dat gelijktijdig met de ratificatie van de andere verdragspartijen ter kennis moet worden gebracht en waarin het aandeel van elke lidstaat in het bereiken van de globale reductiedoelstelling van de EU precies wordt bepaald.

Na de ondertekening van het Kyoto-protocol werd in juni 1998 in de Raad van de EU een politiek akkoord bereikt over deze *burden sharing* waarin het door het geachte lid vermelde cijfer van -7,5% voor België is opgenomen. Het is echter niet zo dat de lidstaten, waarvan de emissies tegenover het referentiejaar 1990 niet moeten afnemen of zelfs nog mogen toenemen, geen enkele inspanning zullen moeten doen vermits hun emissies sinds 1990 doorgaans fors zijn toegenomen wegens de economische groei.

De emissies van Portugal bijvoorbeeld waren in 1999 al 22,4% boven het niveau van 1990, zodat het weinig waarschijnlijk is dat Portugal emissierechten te koop zal hebben in de periode 2008-2012. Frankrijk was er in 1999 in geslaagd zijn emissies terug te brengen tot het niveau van 1990 maar zal verdere inspanningen moeten doen om dit niveau in de toekomst niet te overschrijden.

In principe ben ik het met u eens dat een verdeling van de EU-doelstelling in nationale quota niet lijkt te stroken met een Europese aanpak van het klimaatprobleem, maar de bepalingen van het Kyoto-protocol zelf leggen een dergelijke verdeling op en dit werd bevestigd in 1998. De EU beschikt zelf immers niet over alle nodige beleidsinstrumenten om haar Kyoto-verplichtingen na te komen en de andere verdragspartijen wensen daarom te weten wat de respectieve verantwoordelijkheid van elke lidstaat is. Daar klimaatbeleid een gemengde bevoegdheid is van de Unie en de lidstaten dienen ook de lidstaten zelf hun beleid te kunnen afstemmen op nationale doelstellingen.

België is steeds voorstander geweest van een zo Europees mogelijke aanpak van het klimaatprobleem. Dit wensen wij te bereiken, niet door het *burden sharing* akkoord in vraag te stellen maar door de goedkeuring van Europese beleidsmaatregelen te bevorderen. Ook zijn wij prioritair met de behandeling begonnen van het recente Commissievoorstel voor een systeem van emissiehandel tussen bedrijven binnen de EU. Dit systeem zal het voor de ondernemingen mogelijk maken zo efficiënt mogelijk aan hun reductieverplichtingen te voldoen en gebruik te maken van de schaalvoordelen van de interne markt. De voorgestelde richtlijn zal een onbeperkte emissiehandel tussen bepaalde sectoren van de interne markt mogelijk maken. Hierbij geldt de *burden sharing* slechts als randvoorwaarde voor de

du Protocole de Kyoto. Cet article exige qu'un accord formel de répartition soit conclu et communiqué lors de la ratification. Entre-temps, un accord politique a été conclu sur la répartition concrète. La Belgique doit réduire ses émissions de 7,5%. Contrairement à ce que craint Mme Creyf, il n'est nullement établi que des pays seront dispensés du moindre effort dès lors qu'ils se situent sous le seuil d'émission. Ainsi, le taux d'émission du Portugal a augmenté de pas moins de 22,4% par rapport à 1990, de telle sorte qu'il n'y aura plus droits d'émission à vendre dans quelques années. La France, qui est équipée de centrales nucléaires, devra continuer à accomplir des efforts pour maintenir le niveau de son taux d'émission.

Une répartition en quotas ne me semble pas, à première vue, correspondre au concept européen. La Belgique est et reste favorable à une approche aussi européenne que possible. Toutefois, plutôt que de rejeter le *Burden Sharing* il s'agirait de mettre en oeuvre des mesures politiques européennes. Entre-temps, nous avons, par exemple, abouti à un accord concernant l'efficacité énergétique des bâtiments, problème important étant donné qu'il représente jusqu'à 40% de la consommation d'énergie.

initiële allocatie van de emissierechten.

Op de Raad voor het Milieu van 12 december zal een politiek akkoord worden bereikt over een programma van verdere Europese maatregelen, het zogenaamde European Climate Change Programme. In de Raad voor de Energie heb ik voorrang gegeven aan het voorstel van richtlijn over de energie-efficiëntie van gebouwen waarover gisteren een akkoord werd bereikt. Deze geharmoniseerde maatregel zal een belangrijke bijdrage leveren aan het bereiken van onze Kyoto-doelstellingen vermits gebouwen verantwoordelijk zijn voor circa 40% van het totale energieverbruik.

02.03 **Simonne Creyf** (CD&V): Mijnheer de staatssecretaris, ik dank u voor het antwoord. Ik wil eigenlijk alleen nog mijn bezorgdheid uitdrukken over het realiseren van de Kyoto-doelstellingen. Dat moet op een evenwichtige sociaal-economische manier gebeuren. Er mogen geen al te zware gevolgen zijn, zowel op sociaal vlak als voor onze economische bedrijvigheid.

02.03 **Simonne Creyf** (CD&V): Je reste soucieuse de l'équilibre dans la mise en oeuvre de cette norme dans notre pays. A cet égard, il faut tenir compte de la réalité socio-économique.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 14.41 uur.
La réunion publique de commission est levée à 14.41 heures.*